



15ème législature

Question N° : 6827	De M. Jean-Luc Lagleize (Mouvement Démocrate et apparentés - Haute-Garonne)	Question écrite
Ministère interrogé > Transition écologique et solidaire		Ministère attributaire > Transition écologique et solidaire
Rubrique >État	Tête d'analyse >Devenir de l'établissement public administratif Météo-France	Analyse > Devenir de l'établissement public administratif Météo-France.
Question publiée au JO le : 27/03/2018 Réponse publiée au JO le : 22/01/2019 page : 682 Date de changement d'attribution : 05/09/2018 Date de renouvellement : 03/07/2018 Date de renouvellement : 16/10/2018		

Texte de la question

M. Jean-Luc Lagleize interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le devenir de l'établissement public administratif Météo-France et sur les intentions du Gouvernement pour promouvoir ses activités internationales dans le domaine de la prévision, de l'observation et de la climatologie. En effet, avec l'essor des technologies de l'information et de la communication, la prévision météorologique, cœur de métier de Météo-France, est de plus en plus automatisée. En effet, au cours des trois dernières années, la puissance de calcul a été multipliée par 12. Par conséquent, un phénomène de centralisation va s'opérer inexorablement au détriment des centres régionaux et départementaux et l'expertise humaine territoriale sera amenée à évoluer sur le fond et la forme, ce qui obligera à former les agents à ne pas seulement établir des prévisions, mais également à les communiquer et à les vulgariser. Cette centralisation va s'opérer au sein de la Météopole, cœur scientifique, technique et opérationnel de Météo-France implantée à Toulouse depuis 1982. La Météopole regroupe en effet les services de recherche, de développement, de formation initiale et permanente, de prévision, de climatologie, de production, et ceux en charge des systèmes d'observation et d'information. Elle héberge également des partenaires œuvrant dans les domaines opérationnels et de recherche connexes, comme le Centre interarmées de soutien météorologique aux Forces (CISMF), le Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (Schapi), ou le Centre européen de recherche et formation avancées en calcul scientifique (Cerfacs). Au total, 1 500 personnes travaillent sur ce site de 45 hectares, ce qui fait d'elle un acteur économique local et régional essentiel. En même temps, alors que le changement climatique et les phénomènes météorologiques majeurs se font de plus en plus ressentir sur le territoire français et à travers la planète, il semble crucial de capitaliser sur le savoir-faire, la qualité des services et l'excellence de l'expertise de Météo-France pour faire de cet établissement public administratif un acteur majeur sur la scène internationale. Il est notamment essentiel de préserver les axes de recherches cruciaux pour faire avancer la recherche sur le climat. Il apparaît donc nécessaire de mener une réflexion de fond sur l'avenir des métiers de ce service public météorologique afin qu'il continue de fournir un service national de qualité dans tous les domaines (sécurité des personnes et des biens, aéronautique, défense) et qu'il participe de manière croissante aux programmes d'observation, de prévision et de climatologie avec les partenaires internationaux clés dans ce domaine que sont l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'ONU Environnement, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi qu'au niveau



européen avec l'EUMETNET, l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT) ou le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET). Météo-France doit, en tant que service météorologique national, être un interlocuteur essentiel de ces instances internationales dans l'établissement de normes, la diffusion des meilleures pratiques, ou encore dans le développement de systèmes mondiaux d'information et d'observation, notamment satellitaires. Il l'interroge donc sur le devenir de l'établissement public administratif Météo-France et sur les intentions du Gouvernement pour promouvoir ses activités internationales dans le domaine de la prévision, de l'observation et de la climatologie.

Texte de la réponse

Dans le cadre du programme Action publique 2022, le ministère de la transition écologique et solidaire a demandé à l'établissement Météo-France de se transformer pour continuer à fournir des services de qualité dans le domaine de la météorologie et du climat, tout en optimisant ses ressources. Le projet retenu maintient les ambitions de l'établissement formulées dans son contrat d'objectifs et de performance pour la période 2017-2021, y compris en matière de dynamisme et de présence à l'international. Le projet de Météo-France prévoit en particulier le maintien de son rôle institutionnel au sein des organismes internationaux de coopération (Organisation météorologique mondiale, Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme, Eumetsat...), ainsi que la poursuite de l'exercice des responsabilités internationales déjà confiées à l'établissement, notamment : - veille cyclonique sur l'océan Indien ; - suivi pour l'aéronautique des cendres volcaniques sur l'Europe continentale, l'Afrique et l'ouest de l'Asie ; - diffusion de bulletins marine de sécurité dans le cadre du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) ; - contribution au programme de prévision des événements sévères SWFDP (Caraïbes), aux dispositifs d'alerte précoce aux catastrophes du climat CREWS... L'établissement est également très attentif à renforcer son positionnement dans le programme européen pour l'observation et la surveillance de la Terre Copernicus. Ce programme qui est devenu très structurant dans le champ d'activités de Météo-France vise à mutualiser au niveau européen les compétences et les observations sur l'environnement afin de construire des « services d'intérêt général à accès libre, plein et entier », au bénéfice des politiques environnementales et des citoyens. L'accent est également mis sur le maintien au meilleur niveau international des capacités scientifiques de l'établissement, notamment dans les domaines de la prévision numérique du temps et de la simulation climatique à fine échelle. En effet, l'amélioration de la capacité de Météo-France à anticiper les phénomènes extrêmes et leur évolution avec le climat repose très largement sur les progrès dans ce domaine. L'excellence de ses modèles climatiques permet ainsi à Météo-France d'être un contributeur reconnu aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et il a été demandé à l'établissement de continuer à proposer une contribution scientifique de premier plan en vue du prochain rapport du GIEC. Afin de permettre à Météo-France d'être à la hauteur de ces enjeux, le ministère de la transition écologique et solidaire a fait le choix de soutenir le projet de renouvellement du supercalculateur de l'établissement avec comme cible une augmentation d'un facteur 5 de sa puissance de calcul à l'horizon 2020. Enfin, Météo-France est le moteur d'un certain nombre de coopérations internationales qui permettent de partager entre pays européens des investissements lourds (satellites météorologiques, recherche et développement de modèles numériques...) nécessaires à ses activités.